défectueuses de ladite loi, et ce afin d'empêcher «que nous n'embrassions trop et que nous n'étreignions fort mal».

En ce qui concerne les articles réglant l'intervention du clergé dans l'école, Brincour admet qu'ils sont d'une rédaction trop vague et qu'ils sont «susceptibles d'être améliorés». ⁸⁾

Remarquable fut le discours du 3. 2. 1881 dans lequel il réfutait toutes les objections de ceux qui s'opposaient à l'introduction de l'enseignement primaire obligatoire, remarquable aussi par ce qu'il disait des droits du père de famille. ⁹⁾

Dans la défense de sa thèse que, dans les écoles primaires, il ne fallait enseigner le français que dans les trois dernières années de la période scolaire, Brincour se réfère à l'ancien directeur-général Alph. Funck (v. fasc. XI, p. 232) qui, «de main de maître», avait écrit des articles dans l'organe des instituteurs «Fortschritt» ¹⁰⁾

Partant du fait que «le catéchisme pèse lourdement sur nos écoles» et désireux de tenir l'instituteur en dehors de l'enseignement du catéchisme, Brincour demande un manuel «plus clair, plus précis... adapté à l'intelligence de ceux qui doivent l'apprendre.»

«Quant à l'histoire sainte, poursuit Brincour, je n'aurais eu aucune objection contre la rédaction primitive de l'art. 21. Le ton naïf dans lequel sont écrites la plupart des pages de l'histoire sainte convient à l'esprit des enfants, et nos instituteurs aiment à enseigner. Je n'aurais eu aucun inconvénient à adopter l'histoire sainte comme manuel de lecture.» ¹¹⁾

Dans la question des pouvoirs à donner à l'inspecteur, Brincour se prononce pour le renforcement de ces pouvoirs vis-à-vis des communes, ce qui le met d'ailleurs en opposition avec Norbert Metz. ¹²⁾

En ce qui concerne l'établissement d'écoles privées, Brincour déclara le 16 février qu'il «votera toutes les mesures qui auront pour objet de le rendre difficile.»

Le projet est adopté le 24. 2. 1881 par 25 voix contre 10 et une abstention, pour aboutir à la loi du 20 avril. ¹³⁾

Si Brincour vota cette fois-ci avec les libéraux, il se sépara bientôt de nouveau d'eux, estimant, qu'une fois de plus, ils «tournaient le dos au peuple».

On est tenté de dire qu'au fond Brincour — qui ne manquait aucune occasion pour faire l'éloge des chefs du socialisme belge qu'il considérait comme ses amis — était, au Luxembourg, un socialiste avant la lettre. Mais, étant trop individualiste, il ne se serait jamais plié à la discipline d'un parti; c'est la raison pour laquelle il ne se laissa jamais inscrire à un parti politique.

Après avoir été rapporteur du projet de loi concernant l'organisation judiciaire (session 1879/80), il fit le 17. 3. 1881, au nom de la section centrale, rapport sur le projet de loi relatif à l'imposition des mines et minières.

C'était une matière explosible qui voulait combler deux lacunes: la législation en vigueur ne parlait pas encore des exploitations souterraines et avait